

N° AP 22/126

ARRETE

ARRETE D'AUTORISATION DE REJET AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER POUR L'ETABLISSEMENT LOXAM ACCESS POUR UNE DUREE DE 5 ANS RECONDUCTIBLE

Le Président de la Métropole

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017, portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et en particulier son article L 5211-9-2,

VU le Code des Communes et en particulier son article R.372-12,

VU le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L.1331-10 modifié, L.1331-11, L.1331-15 et R.1331-2,

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.211-11-1 ; R.211-11-2 et R 211-11-3 (programme de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique) et les arrêtés des 20 avril 2005, 27 avril 2005, 30 juin 2005, 6 septembre 2005 et 21 mars 2007 pris pour leur application ainsi que les circulaires du 7 mai 2007 (« normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p)») et du 5 janvier 2009 (mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des ICPE soumises à autorisation),

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.,

VU le décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du C.G.C.T.,

VU le décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.,

VU le Règlement Sanitaire Départemental et plus particulièrement son article 29.2,

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,

VU la délibération n°15/09/121 du 24 septembre 2015 approuvant la révision n°2 du Règlement du Service Communautaire d'Assainissement Collectif de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les eaux usées non domestiques issues des activités peuvent, si elles sont mal maîtrisées, entraîner des risques de pollution directe sur le milieu naturel, des risques de dysfonctionnement des installations d'assainissement (réseau et station d'épuration) et des risques sanitaires pour le personnel chargé de l'exploitation et de la gestion du système d'assainissement,

CONSIDERANT que le présent arrêté est pris dans le but de maîtriser ces risques et de réduire les flux de pollution afin d'assurer le meilleur niveau de traitement,

A R R E T E

ARTICLE 1

Objet de l'autorisation

L'Etablissement LOXAM ACCESS (enregistré au SIRET : 450.776.968.05436), situé Chemin Robert Brun à La Seyne-sur-Mer, est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, et son annexe 1, sous réserve de tous droits d'opposition de tiers, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues de son activité dans le réseau d'eaux usées, via un branchement situé Chemin Robert Brun à La Seyne-sur-Mer située sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

ARTICLE 2

Caractéristiques de l'Etablissement

• Nature des activités

L'Etablissement est spécialisé dans la location d'engins pour la construction, notamment des équipements de levage type nacelles.

A la date de signature du présent arrêté, l'Etablissement dispose sur son site :

- D'une aire de lavage extérieure équipée d'une vanne automatisée permettant de diriger le flux des eaux usées non domestiques vers le réseau d'eaux usées de la parcelle lors de la réalisation des lavages. Le reste du temps, la vanne dirige le flux vers le réseau pluvial de la parcelle.
- D'une noue, d'un dégrilleur et d'un séparateur à hydrocarbures (15l/s) pour le prétraitement des eaux pluviales.

• Usages de l'eau

L'Etablissement est alimenté exclusivement par le réseau public d'eau potable.

La consommation d'eau annuelle du site s'élève à environ 300m³ (N° compteur : 98P064057).

• Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits qu'il utilise. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité si cette dernière en fait la demande.

• Produits générés par l'activité

De manière générale, l'Etablissement doit effectuer à l'intérieur du site la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets produits par l'Etablissement doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des lessivages par temps de pluie, des infiltrations dans le sol et des odeurs), dans des contenants identifiés par un étiquetage et étanches. En particulier, les aires de transit des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux pluviales souillées. A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. Le brûlage des déchets à l'air libre est notamment interdit. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

En cas de pollution accidentelle constatée sur les réseaux de collecte, les copies des bordereaux d'enlèvement et des factures d'enlèvement et de traitement de tous les déchets générés par l'activité doivent être tenues à la disposition du Service Assainissement.

- **Mise à jour**

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Établissement :

- Lors de chaque modification apportée à l'Établissement dans les conditions évoquées à l'Article 8 du présent arrêté ;
- Au moment de chaque réexamen de la présente autorisation de rejet ;
- Tous les 5 ans.

ARTICLE 3

Caractéristiques des rejets au réseau eaux usées

- **Prescriptions générales**

Les prescriptions générales relatives aux conditions d'admissibilité des effluents au réseau d'assainissement des eaux usées sont définies par le Règlement du Service d'Assainissement Collectif (Les eaux usées non domestiques – Chapitre IV).

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques rejetées au réseau d'assainissement doivent :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. Des valeurs de pH différentes ne pourront être admises qu'après autorisation auprès de l'autorité gestionnaire du système d'assainissement.
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - De porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - De dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables ou explosives,
 - D'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
 - De provoquer des moussages dans le système de collecte et le système de traitement,
 - De nuire au fonctionnement du système de traitement, notamment à la vie bactérienne des filières biologiques, et à la dévolution finale des boues,
 - D'être à l'origine de dommages à la flore et à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour adduction d'eau potable, zones de baignade, etc.) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- d) Sont notamment interdits de rejet au réseau d'assainissement, sauf à l'état de traces (cf valeurs limites indiquées en Annexe 1 du présent arrêté) :
- Les solvants chlorés,
 - Les boues de décantation,
 - Les refus de filtres,
 - Le contenu des fosses septiques,
 - L'effluent des fosses septiques,
 - Les ordures ménagères même broyées,
 - Tous déversements riches en chlorures et en sulfates,
 - Les hydrocarbures, lubrifiants, huiles usées, graisses et féculs,
 - Les composées cycliques hydroxylés et leurs dérivés, dérivés chlorés, toute substance de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de coloration anormales dans les eaux rejetées,
 - Tout élément susceptible de favoriser la dégradation prématurée des canalisations du réseau public d'assainissement (liquides et vapeurs corrosifs, acides ou bases),
 - Toute substance qui nuise à une valorisation des boues,
 - Tous autres déchets à risques non répertoriés.
- e) Les détergents utilisés doivent présenter une biodégradabilité d'au moins 90% (Décret du 24 décembre 1987).
- f) L'Etablissement s'engage à prendre à l'intérieur de son site toutes les mesures nécessaires pour que les caractéristiques des eaux usées autres que domestiques rejetées dans le réseau public d'assainissement soient conformes à celles définies.

- **Prescriptions particulières**

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en Annexe I.

ARTICLE 4

Conditions financières

Tarification de la redevance assainissement

Tout usager raccordé au réseau d'assainissement est assujéti à la redevance d'assainissement pour la totalité des eaux rejetées. Les tarifs de base applicables sont fixés (en € HT/m³), par le Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée conformément à la réglementation en vigueur, et compte tenu des conditions d'exploitation en vigueur.

L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux (article L. 1331-10 du code de la santé publique).

Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224- 12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3, L. 1331-6, L. 1331-7 et L. 1331-8 du présent code (article L. 1331-10 du code de la santé publique).

La redevance assainissement appliquée à l'Etablissement (RA_i) est réajustée suivant la formule :

$$RA_i = RA_d \times C_p$$

- où RA_d est la redevance assainissement appliquée aux usagers domestiques (en € HT/m³) et votée par le Conseil Métropolitain (voir article 23 du règlement du Service d'Assainissement Collectif)
- et C_p est le Coefficient de pollution (C_p) défini selon les caractéristiques de l'effluent de l'Etablissement LOXAM ACCESS en application de la formule suivante :

$$C_p = 0,3 + 0,6 \times [(0,5 \times DCO_i / DCO_u) + (0,3 \times MES_i / MES_u) + (0,1 \times DBO_i / DBO_u) + (0,1 \times Cl_i / Cl_u)] + 0,1 \times \lambda$$

Où :

- 0,3 correspond à la part fixe du fonctionnement du service, non imputable à un paramètre ;
- 0,6 correspond à la part traitement des paramètres DCO, MES, DBO5 et Chlorures, pondérés en fonction de leur impact sur le fonctionnement des stations d'épuration ;
- 0,1 correspond à la part traitement des autres paramètres ne respectant les valeurs limites indiquées dans le présent règlement ou issues de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Avec les valeurs indicées i (industriel) caractérisant l'effluent de l'Etablissement et les valeurs indicées u (urbain), étant les concentrations de référence pour un effluent urbain, soit DCO_u = 600 mg/l ; MES_u = 300 mg/l ; DBO_{5u} = 300 mg/l ; Cl_u = 150 mg/l.

Chaque ratio (ind/u) est indépendant et ne peut être inférieur à 1.

$\lambda = (1+n)$, n'étant le nombre de paramètres dépassant les valeurs limites imposées ;
 $n \geq 0$.

Compte tenu de la qualité des eaux usées rejetées par l'Etablissement LOXAM ACCESS, **le coefficient de pollution (Cp) est fixé à 1.**

Le coefficient de pollution est déterminé pour la durée de l'autorisation, sauf évolution notable de l'activité de l'Etablissement. Cette évolution donnera lieu à un courrier de notification, envoyé en recommandé avec accusé de réception, fixant un nouveau coefficient de pollution.

Le coefficient de pollution est figé à minima pour une durée de 1 an à compter :

- De la signature de l'arrêté ou le cas échéant
- Du courrier de notification modifiant ce coefficient.

Lors de la facturation, le montant dû par l'Etablissement à la Collectivité sera calculé selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la facture périodique} = (Ra_d \times V_d) + (RA_i \times V_i)$$

Vd étant le volume d'eau consommée pour les usages domestiques.

Vi étant le volume d'eau consommée pour l'activité industrielle.

Si l'Etablissement dispose de dispositifs permanents de mesure, Vd et Vi seront égaux aux volumes consommés pour chaque usage.

Si l'Etablissement ne dispose pas de tels dispositifs ou que ceux-ci s'avèrent défectueux, Vi sera égal au volume total d'eau consommée.

Facturation et règlement

Les eaux usées domestiques et non domestiques font l'objet d'une facturation en m³, établie et recouvrée par le délégataire de l'eau potable.

La redevance assainissement de l'établissement est calculée conformément à la formule définie à l'Article 4 du présent arrêté.

En cas de dépassement des valeurs limitées imposées par le règlement d'assainissement, le délégataire de l'eau potable établira une facture de la redevance assainissement majorée en fonction de la charge polluante de l'effluent non domestique (RAi).

En cas de non-paiement dans le délai de 3 mois de présentation de la facture et dans les quinze jours d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la redevance est majorée de 25% conformément à l'article R.2224-19-9 du Code général des collectivités territoriales.

Indexation et révision des éléments financiers

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- En cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 5.
- En cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement.
- En cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'unité de traitement de la Collectivité.

Les redevances sont votées dans les conditions fixées par les délibérations du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée et les contrats de délégation des services.

La Collectivité informera l'Etablissement le plus tôt possible préalablement à la modification des tarifs.

ARTICLE 5

Non-respect temporaire des conditions d'admission des effluents

Conduite à tenir par l'établissement en cas de non-respect temporaire des conditions d'admission des effluents

En cas d'évènement susceptible de provoquer un dépassement ponctuel des valeurs limites fixées par la convention ou en cas de dépassement de ces valeurs sur une durée plus importante pour d'autres motifs, l'Établissement est tenu :

- D'avertir dans les plus brefs délais la Collectivité (**Service Assainissement au 04 94 93 70 76**) et l'exploitant de la station d'épuration (**Veolia Eau au 0969 329 328**) ;
- De prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution ;
- D'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles (et d'eaux pluviales le cas échéant) si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité ;
- De prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté ;
- De prendre toutes mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations. Si une modification définitive est nécessaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée en sera informée préalablement. Cela pourra conduire à une révision du présent arrêté pour tenir compte des nouvelles caractéristiques des installations.

Si nécessaire, et indépendamment des mesures prises par l'Établissement, la Collectivité se réserve le droit de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du branchement en cause lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants. Préalablement, la Collectivité informe l'Établissement des mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle elles seront mises en œuvre.

Conséquences financières du non-respect des conditions d'admission des effluents

En cas de non-respect des prescriptions du règlement du service d'assainissement collectif ou de l'arrêté d'autorisation, la Métropole TPM mettra en demeure l'Établissement de se mettre en conformité dans un délai imparti, fixé en fonction de la nature de la contravention et/ou de l'effluent déversé.

Ceci sera notifié à l'établissement par courrier recommandé avec accusé de réception.

A l'expiration du ou des délais impartis, la Métropole TPM pourra appliquer les pénalités prévues à l'Article 40 du règlement du service d'assainissement collectif : majoration de la redevance assainissement de 20 à 100%, obturation du branchement et résiliation de l'autorisation de rejet.

Lors des prélèvements et contrôles inopinés, si les eaux usées non domestiques déversées dans le réseau public ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, c'est-à-dire si les valeurs limites sont dépassées (Annexe I), la redevance sera majorée en fonction de la pollution.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'établissement en cas de non-conformité aux prescriptions de l'autorisation.

Par ailleurs, si le non-respect des conditions d'admissibilité de l'effluent :

- génère des problèmes d'évacuation des eaux usées ou de fonctionnement de l'unité d'épuration (exemple : rejet de matière solide ou graisseuse),
- nécessite des interventions spécifiques et non prévues (curage ou nettoyage du réseau, réparation de dégâts dans le réseau par exemple),
- porte atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation,

il sera mis à la charge de l'Établissement contrevenant l'ensemble des frais engendrés par les interventions et réparations de toute sorte.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des sanctions qui peuvent être prononcées en application des articles L. 216-1 et L. 216-6 du code de l'environnement et de l'article L. 1337-2 du code de la santé publique.

ARTICLE 6

Cessation du service

Conditions de fermeture du branchement

La Collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement dans les cas suivants :

- Lorsque le non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement induit un risque avéré et important (modification de la composition des effluents, etc.) pour le service public de l'assainissement et/ou pour ses agents ;
- En cas de non-installation des dispositifs de mesure et de prélèvement ;
- En cas de non-respect des échéanciers de mise en conformité ;
- En cas d'impossibilité pour elle de procéder aux contrôles.

Et que les solutions proposées par l'Établissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Etablissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque avéré pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

L'Etablissement demeure responsable de l'élimination de ses effluents postérieurement à la fermeture du branchement.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable couvrant les charges d'exploitation.

• *Dispositions financières*

En cas de résiliation du présent arrêté, les sommes dues par l'Etablissement au titre d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'Article 4 deviennent immédiatement exigibles.

ARTICLE 7

Durée de l'autorisation

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, reconductible à la demande du bénéficiaire, dans l'hypothèse où les débits et les flux polluants rejetés par l'Etablissement restent inférieurs aux limites fixées par l'Annexe I au présent arrêté.

Au préalable une visite de contrôle sera réalisée sur le site pour étudier les éventuelles évolutions de l'activité.

ARTICLE 8

Caractère de l'autorisation

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de changement, de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En cas de non-respect des prescriptions dudit arrêté ou du règlement du service d'assainissement collectif, il pourra être mis fin à l'autorisation. La fin de l'autorisation sera signalée par lettre recommandée adressée à l'Etablissement.

Toute modification apportée par l'Etablissement, de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la Métropole TPM. Alors les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Dans le cas où les rejets de l'Etablissement ne seraient pas conformes aux valeurs indiquées par le présent arrêté, la Métropole TPM se réserve la faculté d'appliquer les mesures prévues par le règlement du service d'assainissement collectif, sans limitation des sanctions pénales et financières prévues par la législation en vigueur.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables du règlement du service d'assainissement collectif venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

ARTICLE 9

Contrôles par la Métropole TPM

Des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le service d'assainissement ou par son mandataire dans les regards de contrôle qui devront être accessibles, afin de vérifier si les eaux usées non domestiques déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions générales ainsi qu'aux prescriptions particulières de l'arrêté autorisant le déversement.

Les analyses sont faites par un laboratoire agréé pour l'ensemble des paramètres.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge du bénéficiaire en cas de non-conformité aux prescriptions de l'autorisation de rejet.

Les résultats de tous ces contrôles sont communiqués à l'Agence de l'Eau, la DREAL (le cas échéant) et à l'Etablissement. Il sera également fait application des dispositions de l'Article 4.

Le service d'assainissement ou son mandataire pourront également vérifier l'entretien des prétraitements des eaux usées avant rejet et se faire remettre tous les documents justificatifs de ces entretiens tel que précisé en Annexe I du présent arrêté.

ARTICLE 10

Dispositifs de mesures et de prélèvements

Afin de répondre à la demande de surveillance des rejets du présent arrêté, l'Établissement devra mettre en place l'auto-surveillance des eaux usées non domestiques telle que définit dans l'Annexe I du présent arrêté.

L'Établissement devra adapter son point de rejet des eaux usées domestiques et non domestiques de façon à permettre à tout moment, et dans des conditions acceptables de sécurité, la mise en place d'équipements nécessaires au suivi débitmétrique de ses rejets ainsi que les équipements de prélèvement.

Les agents de la Collectivité devront disposer d'une autorisation d'entrée pour accéder au regard de contrôle des effluents qui se trouve dans l'enceinte de l'établissement.

Si l'Établissement choisi de mettre en place des dispositifs de mesure des débits et de prélèvement de façon permanente, une fois la pose effectuée, il sera procédé à un contrôle en commun des appareils de mesure de débit et de prélèvement appartenant à l'Établissement, afin d'éviter tout litige sur l'interprétation de la mesure. Cette opération de calage sera effectuée au minimum une fois par an et dans tous les cas, dès que l'une des parties (Collectivité ou Etablissement) contestera la validité de la mesure.

L'Établissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de panne ou d'indisponibilité d'un appareil, la Collectivité sera immédiatement prévenue.

Si l'Établissement choisi de mettre en place des dispositifs de mesure des débits et de prélèvement de façon temporaire (uniquement pour la réalisation des bilans d'autosurveillance), il devra communiquer à la collectivité le nom de l'organisme qui réalise les mesures, les caractéristiques des appareillages utilisés et les certificats d'étalonnage des appareils dans un délai minimum de deux semaines avant la réalisation du bilan. Si les équipements envisagés ne satisfont pas aux critères permettant de réaliser des mesures représentatives des rejets de l'Établissement, la Collectivité se réserve le droit de demander l'utilisation d'autres équipements de mesure et/ou de prélèvement. Cette demande devra être argumentée et transmise à l'Établissement au plus tard cinq jours avant la date du bilan.

En tout état de cause, le débitmètre devra comprendre, outre un totaliseur de volume, un système d'enregistrement en continu des débits. Les prélèvements devront être constitués de façon proportionnelle aux débits et maintenus à une température de 4°C.

L'Établissement laissera le libre accès aux agents de la Collectivité aux dispositifs de comptage et de prélèvements lorsqu'ils sont en place et autorise la Collectivité à en installer si elle le juge utile (dans ce cas, l'Établissement en assume la garde), sous réserve du respect des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Établissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

Le nom du laboratoire effectuant les analyses devra être communiqué à la collectivité dans un délai minimum de deux semaines avant la réalisation du bilan, de même que les méthodologies d'analyses des différents paramètres. La Collectivité se réserve le droit de demander un double de l'échantillonnage pour analyses comparatives. Les frais d'analyses sont à la charge de l'établissement en cas de non-conformité aux prescriptions de l'autorisation de rejet.

ARTICLE 11

Délai de mise en conformité

Dans le cas où des non-conformités à la présente autorisation et son Annexe I seraient constatées par le Service Assainissement, l'Etablissement devra prendre les dispositions nécessaires pour y remédier dans un délai fixé par la Métropole TPM. Ce délai sera en fonction de la non-conformité constatée et de la pollution engendrée.

ARTICLE 12

Application du Règlement du Service d'Assainissement Collectif

La notification du présent arrêté et de son Annexe I rend applicable le chapitre IV du Règlement du Service d'Assainissement Collectif à l'Etablissement pour ses rejets non domestiques.

ARTICLE 13

Obligations de la Métropole TPM

La Métropole TPM, sous réserve du strict respect des obligations fixées au règlement du Service d'Assainissement Collectif et à l'Autorisation de Rejets déclinées dans le présent arrêté, prend toutes les dispositions pour :

- Accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées,
- Assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- Informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées de l'Etablissement, ainsi que des délais prévus pour l'établissement du service,
- Garantir à l'Etablissement l'acceptation des effluents pendant toute la durée de l'autorisation, sous réserve du maintien de leurs caractéristiques et en l'absence de cause extérieure irrésistible (changement réglementaire, etc.).

Dans le cadre de l'exploitation normale du service public de l'assainissement, la Métropole TPM pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux. Elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec lui les modalités de mise en œuvre compatibles avec ses contraintes de production.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'Etablissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

ARTICLE 14

Exploitant et continuité du service

La présente autorisation de rejet, s'applique pendant toute la durée fixée à l'Article 7, quel que soit le mode d'organisation du Service Assainissement.

Le délégataire de l'assainissement, que ce soit pour les réseaux ou le traitement, peut ainsi se substituer à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de celle-ci dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée du service d'assainissement. Pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité lui sont donc valablement adressées.

ARTICLE 15

Exécution

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **13 SEP. 2022**

Hubert FALCO

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



ANNEXE 1- Prescriptions techniques particulières

Les eaux usées autres que domestiques et les installations de rejet en provenance de l'Etablissement LOXAM ACCESS situé sur la commune de La Seyne sur Mer, doivent répondre aux prescriptions suivantes :

A) Branchements

L'Etablissement déverse actuellement ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public Eaux usées de la Métropole TPM	Réseau Eaux pluviales de la Métropole TPM
Eaux usées domestiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux usées non domestiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux pluviales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- **Pour les eaux usées domestiques et non domestiques** : 1 branchement situé Chemin Robert Brun à La Seyne sur Mer.
- **Pour les eaux pluviales** : 1 branchement situé Chemin Robert Brun à La Seyne sur Mer.

Chaque branchement doit comprendre depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public ;
- une canalisation de branchement, située sous le domaine public ;
- une boîte de branchement dans le domaine public, en limite de propriété privée (sauf en cas d'impossibilité avérée), permettant le contrôle et l'entretien de la partie publique du branchement,

La partie du branchement qui va du collecteur principal au regard de branchement inclus est la propriété de la Métropole TPM. Ces ouvrages doivent être conservés en bon état et rester accessibles en permanence.

Dans le cas où les équipements de protection contre le reflux des effluents sont situés dans le regard de branchement, ils ne sont pas intégrés à la partie publique du branchement. Leur installation, entretien et renouvellement restent à la charge de l'utilisateur.

B) Débits maxima autorisés

Débit journalier :

2 m³ /jour

C) Concentrations et flux maxima autorisés

Paramètres physico-chimiques	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)
MES	1000	2
DCO	1000	2
DBO ₅	800	1,6
Chlorures	500	1
Indice hydrocarbures	5	0,01
Somme As+Cd+Cr+Cu+ Ni+Pb+Zn+Hg	< 15mg/l	<0,03
Température	Maxi : 30°C	
pH	Mini 5.5 - Maxi : 8,5	

D) Autres substances

Pour les toutes autres substances, les rejets doivent respecter les valeurs indiquées à l'Annexe 3 du Règlement du Service d'Assainissement Collectif.

E) Autosurveillance des eaux usées non domestiques

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation de rejet.

Il est demandé de réaliser un bilan pollution des eaux usées non domestiques avant la fin de la période d'autorisation, avant le raccordement au réseau d'assainissement public, sur les paramètres suivants :

Analyse
Débit de pointe et volume journalier
MES
DCO
DBO ₅
Chlorures
Hydrocarbures
Métaux : As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg
Température in situ et pH

Les analyses sont effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur. **Les prélèvements et analyses devront être effectués par un laboratoire agréé** par le Ministère chargé de l'Environnement dans les conditions de l'arrêté du 27/10/2011. Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de **24 heures, asservis au débit**, conservés à basse température (4°C).

Les résultats de ce bilan devront être transmis au Service Assainissement de la Métropole TPM 6 (six) mois avant la fin de l'autorisation.

Dans le cas contraire, la Métropole TPM facturera à l'Etablissement les frais d'une des campagnes de prélèvements et d'analyses qui aura été effectuée à l'initiative de la collectivité.

Par ailleurs, en cas de **constatation** de rejets non conforme, la Collectivité pourra imposer à l'Etablissement une modification temporaire de ce programme d'analyses portant sur la fréquence des mesures et/ou les paramètres analysés jusqu'au retour à la situation normale selon les modalités précisées dans le tableau ci-dessus. Le coût de ce programme complémentaire est à la charge de l'Etablissement.

Enfin, en cas de **simple présomption** de rejets non-conformes, la Collectivité pourra procéder à des analyses complémentaires dans les conditions prévues à l'Article 9 du présent arrêté.

F) Installations de prétraitement et de récupération

L'Etablissement LOXAM ACCESS doit identifier les matières et substances générées par son activité et susceptibles, en cas de rejet accidentel dans le réseau public, de présenter un risque pour les agents, les réseaux et/ou la station d'épuration, la faune ou la flore.

L'Etablissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces matières et substances et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

A la date de signature du présent arrêté, l'Etablissement LOXAM ACCESS dispose des équipements suivants :

- un séparateur à hydrocarbures pour prétraiter les eaux usées de l'aire de lavage,
- une noue, un dégrilleur et un séparateur à hydrocarbures (15l/s) pour prétraiter les eaux pluviales.

Les dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet, sont installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement et à ses frais.

G) Entretien des installations de prétraitement et de récupération

L'Etablissement LOXAM ACCESS a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement en bon état de fonctionnement, pour que ses rejets soient conformes aux exigences du règlement du service d'assainissement collectif.

L'Etablissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par les dites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

La pollution piégée dans les dispositifs de prétraitement ne doit en aucun cas être rejetée dans le réseau. L'Etablissement doit tenir à la disposition du Service Assainissement les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement, bordereaux de suivi déchets, factures et tous

justificatifs relatifs à ces ouvrages et à leur entretien et réparation dans un registre d'entretien.

L'établissement doit les conserver cinq ans.

H) Conclusion et mise en conformité à réaliser

A la date de signature du présent arrêté, les installations de prétraitement et d'évacuation des eaux usées non domestiques de l'Etablissement LOXAM ACCESS sont conformes aux préconisations du Règlement du Service Assainissement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Il vous est rappelé que vos équipements de prétraitement (débourbeur et séparateur à hydrocarbures) doivent être vidangés et entretenus au minimum une fois par an.

De plus, l'Etablissement devra faire réaliser par un prestataire agréé, avant la fin de la période d'autorisation, un bilan pollution sur 24h au niveau du regard de contrôle d'évacuation des eaux usées non domestiques, conformément au paragraphe E) de la présente annexe.